



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2901>

Chronique

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1107 - mars 2010 -

Date de mise en ligne : mercredi 31 mars 2010

## **Description :**

Jean-Pierre Mon épingle, dans la grande presse, les preuves qui montrent que, pour sortir de la crise, les États se sont mis dans une situation inextricable, faute de prendre en main les rênes de la finance.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

## La rechute ?

Depuis quelques mois, les grands médias annonçaient sans rire le retour de la croissance mondiale. Mais les dernières statistiques [1] de la zone euro viennent de refroidir considérablement cet optimisme : au quatrième trimestre 2009, la croissance européenne n'a finalement été que de 0,1%. Pour les économistes de Natixis, une « interruption de la reprise » accompagnée d'un gel du commerce mondial au premier trimestre 2010 n'est pas impossible. Selon eux, cette rechute est d'autant plus vraisemblable que « l'on arrive à la limite des politiques de relance keynésiennes par les déficits publics ». À ce jour, 2.900 milliards de dollars (2.122 milliards d'euros) d'argent public ont été dépensés dans le monde pour relancer les économies. D'après le FMI « la dette moyenne des pays du G20 devrait passer de 99 % du PIB en 2009 à 107 % en 2010 et 118 % en 2014 ». Selon l'économiste Philippe Brossard, président de Macrorama [2], « les marchés jugent avec inquiétude la solvabilité des États qui ont sauvé l'économie privée mais au détriment d'un endettement public colossal ».

Venant après le krach de Dubaï, l'étendue du déficit budgétaire de la Grèce a semé l'effroi dans les places financières. Alors, sous la pression des marchés et des agences de notation (qui, pourtant, n'avaient pas vu venir la crise !), les gouvernements se voient contraints d'annoncer des plans d'austérité... au risque de fragiliser encore plus une hypothétique reprise. En effet, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques, « la situation est ingérable » car un plan de rigueur basé sur des hausses d'impôts et des réductions de dépenses correspondant à 1 % du PIB se traduirait par un point de croissance en moins.

On nous explique qu'il s'agit d'un cercle vicieux : « pour sauver les banques, soutenir la croissance, aider les ménages et les entreprises, les États se sont endettés. Et pour s'endetter, ils ont massivement emprunté sur les marchés. Selon l'agence de notation financière Moody's, la dette souveraine mondiale a atteint, en 2009, 49.500 milliards de dollars, soit plus de trois fois le PIB américain ! » [1]. Donc, si l'on reste dans le système financier actuel, il y a peu de chances de sortir de ce cercle. Mais alors pourquoi les États ne décident-ils pas enfin de s'assurer la maîtrise de la création monétaire ? Ce serait un pas de géant vers ce nouvel ordre économique que tant de mouvements politiques et écologiques recherchent.

## À qui profite le crime ?

On se rappelle que lorsque la Grèce fut admise dans l'Euroland, le bruit avait couru qu'elle y était parvenue en présentant des comptes truqués. Mais dans l'euphorie de l'adhésion de nouveaux pays à l'UE, les choses s'étaient rapidement tassées. On avait donc oublié ces péripéties... Mais la découverte, ces dernières semaines, de son très grand déficit public vient de rafraîchir les mémoires et, comble de malchance, certains commencent à penser que la Grèce n'est sans doute pas le seul pays qui "maquille" sa dette. C'est ainsi que le magazine américain Fortune [3] révèle maintenant que la Grèce aurait "optimisé" ses comptes, tout comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, en ayant recours à des astuces financières conseillées par des banques de New York et de Londres.

Et devinez quelles sont ces banques ? Tout simplement celles qui se sont illustrées dans la crise des subprimes : Goldman Sachs, JP Morgan, Barclays ou feu Lehman Brothers... Mais au lieu de vendre leurs crédits hypothécaires explosifs à des ménages modestes, elles ont proposé aux pays endettés des produits financiers sophistiqués tels que les "swaps de devises" qui permettent de se protéger des effets de changes en transformant en euros une dette émise initialement en dollars ou en yens. Selon la presse, allemande et américaine, c'est cet "outil" que Goldman Sachs aurait vendu en 2001 à Athènes pour réduire ses déficits. Bilan de l'opération : un milliard d'euros de dettes effacés pour le pays et 300 millions de commissions empochés par la banque.

Cette nouvelle a fait vivement réagir la Chancelière allemande Angela Merkel : elle déclarait mercredi 17 février : « Ce serait une honte s'il s'avérait que les banques qui nous ont déjà amenés au bord du précipice ont également participé à la falsification des statistiques budgétaires de la Grèce ». Pas étonnant donc qu'elle se soit fermement opposée à un soutien plus concret ; si bien que le Premier ministre grec a du se contenter d'une déclaration affirmant, sans plus, que l'Europe soutenait la Grèce. Le suspense reste entier : comment réagiront les marchés ?

## Les "walk away"

Cette expression pourrait se traduire en français par "ceux qui se tirent". Il s'agit en fait d'emprunteurs américains solvables qui cessent de rembourser leur prêt immobilier, laissant leur banque se débrouiller pour récupérer la maison qu'ils abandonnent. Ceci est tout à fait légal grâce à l'existence, aux États-Unis, de prêts "sans recours" : ce sont des prêts hypothécaires qui, moyennant une surprime de 0,5 à 0,7 %, sont non adossés aux revenus des emprunteurs. Il est donc impossible aux organismes de crédit, pour recouvrer leur dû, d'obtenir la saisie des comptes personnels des emprunteurs. Le ministère au logement américain se félicite que peu d'emprunteurs connaissent ce type de prêt. C'est bien dommage pour la morale car cela constitue un bon moyen de compenser un peu les excès bancaires !

---

[1] Le Monde, 17/012/2010.

[2] Société indépendante d'études et de recherches économiques et financières.

[3] Fortune est un magazine d'informations financières et commerciales fondé en 1930 et publié par le groupe Time Inc's